

LES SCHEMAS INCOMPLETS DE LA DEMOCRATIE AFRICAINE.

PAR PIERRE CLAVER NDAYICARIYE

Avril 2001

Les élections pluralistes qui ont eu lieu au Bénin en mars 2001 ont laissé de nombreux observateurs perplexes. Le Président sortant, Mathieu Kérékou, devait rencontrer au second tour son rival de toujours, Dieudonné Nicéphore Soglo. Ce dernier n'a pas renoncé à la compétition parce que les élections avaient été nécessairement fraudées : il a conclu que le résultat obtenu au premier tour (moins de 30%) était un échec politique suffisant. Comme on ne perd jamais proprement, le candidat Soglo dira qu'il y a eu fraude électorale. Cette élection de mars 2001 a failli se transformer en catastrophe nationale. Pour « sauver la démocratie », un candidat courageux, Bruno AMOUSSOU, membre du gouvernement du Président Kérékou, a inscrit son nom dans l'histoire de ce malheureux deuxième tour dont l'issue était connue d'avance.

Cette élection misérable est devenue honteuse à cause des candidats plus préparés à gagner qu'à perdre. Ce comportement crée des confusions et mérite qu'on rappelle ce que la démocratie n'est pas.

1. La démocratie n'est pas une simple formule politique. La plupart des commissions constitutionnelles s'y trompent beaucoup et oublient souvent que les pays sont peuplés de citoyens et non d'individus. La démocratie s'épanouit mieux dans les pays aux citoyens civilisés, c'est-à-dire acteurs et responsables, formés et informés. Dans toutes les campagnes électorales, les candidats promettent monts et merveilles. Sauf à vouloir mentir, il est hasardeux d'expliquer au militant de base d'un parti x ou y comment la prise du pouvoir par son parti affectera sa vie quotidienne. Sur ce terrain, l'Afrique a encore un long chemin à parcourir. Promettre, c'est bien ; mais promettre l'impossible, c'est criminel car les populations africaines croient à la lettre tous les messages des campagnes. Dans la plupart des pays africains, les populations n'ont pas encore accédé mentalement aux schémas du jeu compétitif et de la communication de combat politique.
2. La démocratie ne s'impose pas par la vertu de mécanismes qui lui seraient propres : la démocratie a besoin des hommes qui, en la vivant en eux, la font vivre pour tous. Ce diagnostic – la recherche et l'identification des hommes porteurs des idéaux de démocratie – est-il préalable ? La démocratie a besoin des démocrates, c'est-à-dire des hommes et des femmes politiquement éduqués et engagés, sincères et tolérants, ouverts au débat contradictoire, capables de rassurer la population, les concurrents politiques et partant capables de rassembler. La démocratie commence en famille, à l'école, dans les entreprises, dans les associations avant d'être une sève qui nourrit la Nation entière.
3. Le 24 décembre 1988, le parti UPRONA (Unité pour le Progrès National) franchit au Burundi un nouveau pas dans son développement. Cette phrase porte la signature de la direction de l'Institut Rwagasore. Ce jour-là, l'Institut (qui n'existe plus) se vit confier une mission d'assurer aux cadres de l'Etat et du Parti une formation politique et idéologique « capable de dynamiser et d'orienter les énergies intellectuelles et techniques dont ils sont porteurs au profit du peuple burundais ». En février 1989, le professeur Nicolas Mayugi présente un exposé, à Bujumbura, sur « Le caractère unique du parti UPRONA et la pratique démocratique ». Attentive aux arguments et développements du brillant conférencier, l'assistance dont je faisais partie ne posa aucune question. Etait-elle convaincue de l'existence d'une pratique démocratique dans le parti unique ? Nous sommes en 1989 à la veille de grandes revendications populaires en Afrique. Au Burundi, à cette époque, le discours de certains intellectuels est encore clandestin. Certains cadres de l'Etat et du parti unique ont peur de lâcher le mot contraire à la pensée dominante.

Face à un orateur intelligent, Nicolas Mayugi, qui savait bien décrire dans les couleurs appropriées l'essence et l'errance de la démocratie, la pratique fidèle et contradictoire de la démocratie et l'origine du parti UPRONA, les participants au débat de KIGOBÉ comprirent vite que le temps de l'expression libre et contradictoire n'est pas venu. Le Burundi, dirigé par le Major Pierre Buyoya, sortait d'une tragédie, celle des massacres de NTEGA-MARANGARA, au nord du pays. Au milieu des nombreuses interventions se dessina cependant un souci heureusement partagé : la démocratie n'est pas la guerre. La démocratie a ses exigences dont celle d'accepter de porter le débat en public.

4. A Gitega, deuxième ville du Burundi située au centre du pays, se déroulent du 26 au 28 juillet 1990 les travaux de la XV^{ème} Conférence Nationale de la Commission Estudiantine de la J.R.R. (Jeunesse Révolutionnaire RWAGASORE). A ces assises de la jeunesse burundaise, un thème principal : « La gestion démocratique de l'Etat dans l'éthique de l'Unité nationale ». Trois questions importantes y furent analysées : l'étude du projet de la Charte de l'Unité Nationale, la réflexion sur l'avenir institutionnel du Burundi et la redynamisation du parti UPRONA. Il y eut une marche de l'unité qui conduisit les participants au gros Arbre de l'Unité, facilement identifiable et reconnaissable à côté du Cercle privé de Gitega, ce vieux cabaret de la ville. Le 19 mai 1990, le Président de la République, le Major Pierre Buyoya, avait déjà annoncé un agenda politique chargé qui, vu ses principales articulations, allait redessiner les nouvelles règles chargées de gérer l'avenir du Burundi. Le 16 mai 1990, il fut annoncé la tenue du Congrès extraordinaire du parti UPRONA, la convocation d'un référendum populaire pour l'adoption de la Charte de l'Unité Nationale et la mise sur pied d'une Commission chargée d'élaborer la future constitution du Burundi.
5. Dans de nombreux pays africains où la démocratisation a donné naissance à des déchirements violents, la démocratie par le vote passera de plus en plus difficilement. La classe politique sera obligée de beaucoup réfléchir pour inventer des mécanismes nouveaux qui favorisent ou soutiennent une démocratie « porte-bonheur ». Il faudra davantage convaincre les résidents des banlieues africaines pour qui la démocratie est synonyme de démolition et de balkanisation. Les habitants de Lalala (Libreville), Bwiza (Bujumbura), Pikine (Dakar), Poto Poto (Brazaville), etc.... veulent vivre et cohabiter en paix. Ils ont déjà dit ce qu'ils pensent du multipartisme et de la démocratie. Ont-ils été entendus ? Seront-ils compris demain ? C'est tout le problème de l'écoute des citoyens non impliqués dans le partage du pouvoir.
6. Voici ce que l'Afrique n'a pas encore compris : Que l'idée démocratique tire sa vivacité et sa densité à une multitude de significations déposées en elle par l'histoire. Que l'Afrique a son histoire. Mal écrite ou mal assumée, cette histoire existe quand même. Pour bien s'implanter, la démocratie exige que soient remplies plusieurs conditions. Aux conditions historiques, économiques, politiques et sociales s'en ajoute une autre, très importante, à savoir l'existence de démocrates, convaincus et honnêtes. Les Africains, en conduisant certains débats politiques à la mode, oublient facilement – du moins publiquement – qu'il y a les amis et les ennemis. Qu'il y a enfin cette pédagogie nécessaire qui permet de reconnaître ses erreurs passées dans l'intérêt de l'avenir et de l'équilibre des sociétés. C'est trop à la fois, direz-vous. Oui, car le chemin qui mène au développement, à la liberté et à la démocratie en Afrique sera long et tortueux. Il sera jonché d'embûches, de détours et de rebours.

Les résultats des élections et l'évaluation qui en est faite ces dernières années font peur. La cité hellénique est différente de la cité africaine.

7. La démocratie est une exigence ; la démocratie a ses exigences. Dans les pays que nous envions déjà, la démocratie est un moyen de la liberté, un instrument de la justice juste et vraie, un outil de contrôle de la collectivité. Pour les Africains qui résistent aux changements, la démocratie est gênante parce qu'elle est exigeante. L'Afrique doit aller à l'école de la démocratie. C'est une exigence de la vie et de la modernité. A travers l'histoire du monde, on a aujourd'hui deux expériences bien assises : la première nous dit que le bien individuel ne peut être possible ni assuré qu'à partir du bien collectif de la communauté en tant que telle. Quand la nation n'est pas en paix, tout bien individuel se trouve compromis, ou en tout cas menacé. Nicolas Mayugi ajoute la seconde expérience : « ... tous les individus ne sont pas également capables de travailler efficacement pour le bien général ». Le débat sur la démocratie est éternel ; il souligne à suffisance que les hommes sont des êtres difficiles à satisfaire et des citoyens compliqués à organiser. C'est pourquoi le discours sur la participation et la bonne gouvernance est à la mode. Si la démocratie est une valeur et une exigence morale sous d'autres cieux, pourquoi ne le serait-elle pas sous le ciel africain ? Si cette question est mal posée, de quelle démocratie avons-nous besoin ?

8. Quelques jours avant la chute du Mur de Berlin et la mort de Nicolas Ceausescu de Roumanie, on nous disait par exemple que la démocratie marxiste est difficilement conciliable avec la démocratie libérale. Aujourd'hui, je crois uniquement à la démocratie humaine, celle qui n'oublie pas les attentes des hommes. Dans ce cas et dans ce cas seulement, la démocratie, c'est l'espoir. Aujourd'hui, on peut dire que La Baule n'a pas suffi à nos sociétés africaines pour se doter de démocraties adaptées à notre culture, à nos moyens et à nos aspirations. La Baule est venu troubler, dans beaucoup de pays, le peu de paix qui existait auparavant. Le message de La Baule, l'Afrique l'a mal consommé. Comment le continent noir devrait-il adapter sa démocratisation ? Les populations africaines ont-elles le temps de digérer toutes ces idées occidentales toujours changeantes et jamais les mêmes ? L'Afrique vit une pauvreté matérielle qui affecte mentalement et intellectuellement ses populations. L'Afrique vit des contradictions toujours nouvelles : le monopartisme est à abattre. Hier, il permettait la cohésion sociale et renforçait l'unité nationale. Aujourd'hui, le multipartisme et la démocratie sont à bâtir parce qu'ils favorisent le développement et la liberté de l'homme. Toutes ces contradictions prouvent que « la démocratie est à la mesure de l'homme dont elle reflète les déchirements ».

9. La démocratie n'est pas un rêve.
 Le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple n'existe pas. Vu de façon innocente, la formule signifie que le peuple est le premier vrai détenteur du pouvoir, mais aussi et surtout qu'il est le premier à l'exercer. De quel peuple parle-t-on ? Cette question et bien d'autres interrogations mettent davantage dans le doute et le flou la classe politique et la classe instruite africaines. Voici les principaux éléments de la confusion entretenue depuis longtemps :
 - L'élection est un moyen grâce auquel les élus sont investis d'une fonction : celle de vouloir pour la nation entière.

 - La formule « le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple » n'est pas heureuse car si c'est toujours le peuple qui est sensé gouverner, ce n'est pas

toujours le même peuple. La démocratie comme gouvernement a – comme on le voit – ses astuces. Où faut-il chercher le fondement du pouvoir ? Dans le peuple ? Dans la force de l'argent ? Dans la puissance des armes ? Dans le poids du vote ?

- Le peuple titulaire du pouvoir est un peuple de citoyens, c'est-à-dire un peuple d'hommes et de femmes à l'aise matériellement et épanouis intellectuellement, non myopes socialement et capables de défendre les intérêts de la collectivité. Ici, vouloir pour la nation est différent d'exprimer une volonté qui serait préexistante dans la collectivité.
 - Si la démocratie signifie demander au peuple non pas ce qu'il veut, mais qui il veut, le schéma reste incomplet. La querelle entre les partisans de la démocratie – technique et ceux de la démocratie – valeur a encore du temps à vivre. Parmi les critiques formulées contre le monopartisme, on dit que la pensée unique a méprisé l'homme. Dans le processus de construction démocratique, la société doit éviter de dévaluer l'homme. Ainsi, la démocratie restera pour les gouvernants et les gouvernés une pédagogie.
10. Il peut arriver que l'accomplissement de la démocratie soit facilité par les données de fait de la société elle-même, c'est-à-dire à la fois par une mentalité collective égalitaire et par une abondance de biens due aux ressources de la nature ou à l'industrie des hommes. Dans pareille société, il y a place pour chacun. Produit spontané de certaines données de fait, la démocratie qui serait ainsi réalisée pourrait être qualifiée de « démocratie par la prospérité ». La dimension du « gâteau » n'étant pas infinie, ni son volume promis à un accroissement miraculeux, il importe que les parts en soient équitablement distribuées.
11. La démocratie par le partage du pouvoir signifie en réalité partage du gâteau entre les élites, sécurisation et stabilisation de la société pour que les populations, qui ne prennent part à la rixe politique, aient droit aux délices que procure la paix. En Afrique du Sud, la Constitution de 1993 prévoit un partage du pouvoir au prorata de la représentation nationale. C'est par cette voie que l'ANC arrive au pouvoir à l'issue des élections générales d'avril 1994 avec 18 ministres, le Parti National 6 et l'Inkhata 3. On assiste à une alternance démocratique sur fond d'un modèle de cogestion cette fois imposée par la constitution et non par la volonté spontanée du nouveau Président de réaliser un consensus large autour de son action politique ». Mais le cas sud-africain est exceptionnel car les richesses existent dans ce pays. Tout pouvoir politique qui voudra remettre en cause les acquis des riches blancs sera balayé par la force de l'argent.
12. La démocratie est l'exercice noble de la gestion du changement. Timidement, l'Afrique est à l'école de la démocratie. Les dirigeants hésitent ; les populations ont peur de la libération que les partis politiques leur annoncent. Car cette libération est malheureusement sans liberté. Les partis politiques chantent les vertus de la souveraineté sans que nos peuples soient réellement souverains. L'Afrique réussira sa démocratie ; mais elle doit préalablement pouvoir intérioriser les exigences et le sens des changements intervenus dans les sociétés habituées plutôt à l'immobilisme politique. Les pays africains doivent en outre intégrer la défense et la culture des droits de l'homme dans le processus de construction démocratique. Cet effort est plus que nécessaire pour diminuer les dérapages d'une démocratie mal conçue et mal comprise.

13. « Vous reviendrez me chercher chez moi avec des torches ». Ces propos sont ceux que l'homme de la rue au Bénin prête au Général Matthieu Kérékou. Il les aurait tenus au lendemain du 24 mars 1991 après sa défaite électorale devant le Président Nicéphore Dieudonné Soglo. Le 20 mars 1996, on aurait vu effectivement des conducteurs de motos traversant la ville de Cotonou à toute vitesse avec des lampes-torches allumées. Les premières estimations de la radio nationale donnaient l'ancien Général Kérékou largement favori du deuxième tour de l'élection présidentielle béninoise. A Cotonou, on explique la défaite de Soglo par trois péchés commis :

- L'échec des réformes économiques annoncées et dont les populations n'ont jamais vu les résultats.
- Nicéphore Soglo a aussi commis l'erreur d'appréciation en nommant son beau-frère Désiré Vieyra au poste de Ministre d'Etat chargé de la coordination de l'action gouvernementale. Pour l'opposition et une bonne partie de la population éclairée politiquement, Désiré Vieyra était en réalité une sorte de Premier Ministre. La constitution ne prévoyait pas le poste de Premier Ministre.
- L'omniprésence de madame Rosine Soglo dans les affaires publiques a beaucoup desservi le mari président.

L'exemple béninois est intéressant à suivre car le même Nicéphore Soglo a tenté un autre retour par les urnes en mars 2001. En vain.

Son retour – vengeance fut pour lui un fiasco. Le Franco-Bénois cria à la fraude électorale et se retira de la compétition. Il voulait en réalité gêner la victoire du Général Kérékou.

14. Le triste exemple du Niger est significatif. « Au lendemain du putsch du 27 janvier 1996, les militaires nigériens s'étaient donné onze mois pour se retirer du pouvoir ». Suite aux pressions des principaux bailleurs de fonds du Niger qui avaient des raisons sérieuses de craindre que les militaires s'éternisent au pouvoir, ce délai avait été ramené à six mois. En prenant le pouvoir, le Colonel I.B. Mainassara avait justifié son coup d'Etat par un devoir patriotique pour éviter la guerre civile, le souci de préserver la quiétude sociale et l'ambition de réconcilier les Nigériens avec eux-mêmes et avec la démocratie. Le Président I.B. Mainassara a déçu. Il a finalement décidé de se présenter à l'élection présidentielle de juillet 1996. Il a ainsi choisi de ne pas entrer dans l'histoire par la grande porte. Le Président I.B. Mainassara avait renversé un président civil démocratiquement élu, Mahmane Ousmane. Ce dernier se présenta au scrutin du 7 juillet 1996 face à son tombeur. La suite est connue : le cafouillage politique au sommet de l'Etat et la persécution de l'opposition conduiront I.B. Mainassara à la mort tragique. Ses opposants d'hier dirigent le Niger aujourd'hui.

15. La démocratie africaine ne doit pas être synonyme de pilotage aveugle. En 1991, Dakar, la capitale sénégalaise abrita les travaux de la conférence panafricaine sur la maîtrise de la transition. Cette conférence énuméra une dizaine d'obstacles à la démocratie dont l'actualité et l'intérêt méritent d'être rappelés :

- Absence de règles consensuelles d'accession et de départ du pouvoir.
- Absence d'une solution globale et généreuse applicable à tous les pays.

- Montée du tribalisme, du régionalisme, de l'intégrisme et de l'intolérance.
- Conflits armés et guerres civiles dûs aux désordres sociaux.

La conférence de Dakar a en réalité recommandé aux leaders africains de civiliser les rapports entre le pouvoir et l'opposition afin de garantir le fonctionnement normal entre pouvoir, opposition et institutions. L'exigence est tout un programme car pour mieux réussir le tournant, il faudra peut-être clarifier davantage les enjeux et la problématique de la démocratie dans chaque pays.

16. En République Centrafricaine par exemple, les observateurs avisés ont parlé souvent d'une démocratie en panne. Ils ont parlé dans ce pays d'une construction démocratique centrafricaine fragilisée par des entorses et abus répétés. Aujourd'hui comme hier, le ras-le-bol est là : les grèves perlées dans la Fonction publique, la révolte des députés, les mutineries au sein de l'armée sont les dossiers les plus brûlants que doit gérer le pouvoir de Bangui. Dans d'autres capitales, on a parlé de la continuité dans le changement. Ailleurs, le monde a critiqué l'essence du pouvoir du Professeur Pascal Lissouba à Brazzaville ; la méthode Henri Konan Bedié à Abidjan, qui, pour écarter Allasance Dramane Ouattara, ancien Premier Ministre du Président Houphouët-Boigny, choisit de jouer la carte de « l'ivoirité » ; Frédéric Chiluba de Zambie n'hésita pas à déclarer Kenneth Kaunda étranger dans son pays, et partant inéligible.

Ces quelques exemples signifient au moins deux choses :

- Le train de l'histoire ne passe pas à la même heure pour tous les peuples. Il est donc important de comprendre les résistances au changement, observées dans certaines contrées du continent africain.
- Depuis les années 90, l'Afrique drôle bouge mais apparemment peu de choses ont changé. « Le cauchemar révolutionnaire et le simple mouvement de foules ne font pas la révolution ». Ces foules ont pourtant bougé à Kinshasa, Libreville, Lomé, Yaoundé, Nairobi... Les baobabs secoués ont plutôt offert des feuilles sèches au lieu de fruits.

17. L'apprentissage collectif de la démocratie doit permettre à tous les citoyens de savoir jusqu'où aller et à l'opinion publique de juger la classe politique. Trois raisons militent en faveur de cette affirmation :

- Les affaires publiques ne sont pas réservées aux seuls politiques. Chaque citoyen a sa part de responsabilité à assumer et il faut bien l'assumer.
- Le pouvoir politique ne doit pas être une bataille rangée entre un groupe de gens, les premiers cherchant à s'accrocher à leurs postes et les seconds cherchant à les déstabiliser.
- L'élection n'a aucun sens si elle ne permet pas au parti vainqueur de gouverner dans la stabilité et en dehors de toute contestation.

L'opposant togolais Yawori Agboyibo ajoute : « Le tout n'est pas de gagner les élections, il faut encore savoir gérer la victoire ».

18. Le Maréchal Mobutu a souvent déclaré qu'après lui, ce sera le déluge en République du Zaïre. Pendant tout son règne, le Président Mobutu a investi ses énergies à créer le vide autour de lui, à débaucher les leaders de l'opposition et à gérer le train d'une transition sans fin. Sur le terrain de la paix sociale, nous pouvons dire sans risque de nous tromper que le Président Mobutu est en grande partie responsable des malheurs actuels du Congo-Kinshasa. Quand démocratie signifie immobilisme, impasse et mépris du peuple, c'est le temps de tous les dangers. Que faut-il penser des pays où les élections sont « arrangées » et fraudées « victorieusement » ? Que dire de la Tanzanie qui maintient toujours le contrôle du parti unique (Chama Cha Mapinduzi) et de ses chefs ? Pourquoi les pays maghrébins ne sont pas soumis aux mêmes pressions occidentales que les pays d'Afrique noire ? Avant de fuir son pays, Mobutu a d'abord été lâché par « ses amis », les principaux bailleurs de fonds et l'opinion internationale. La République Démocratique du Congo a certes tout pour reconstruire une nation géante. Mais il faut au moins trois conditions : l'arrêt de la guerre, la discipline dans tous les corps de l'Etat et de la société, l'amour de la patrie et du travail. Si les nouvelles autorités de Kinshasa mettent en avant la recherche de « la démocratie de distraction », elles n'iront pas loin. Le Congo de Joseph Kabila risque de rater le virage de la paix et de la stabilisation politique.
19. Les conférences nationales ont vécu. Elles n'ont pas inventé un modèle de démocratie pour l'Afrique. Elles ont eu le mérite de faire rêver les peuples. Ce courant limité d'actions et de revendications a été soutenu par cinq forces motrices de transformation sociale :
- Associations professionnelles : dans certains pays, elles invitaient les populations dans la rue sans aucun message.
 - Les bailleurs de fonds internationaux : aujourd'hui plus qu'hier, leur silence signifie peut-être qu'ils sont en train de concocter d'autres recettes à imposer à l'Afrique car la démocratisation rythmée par La Baule fut une véritable catastrophe.
 - L'influence de la diaspora composée différemment selon les pays ou carrément inexistante dans le cas de certaines nations.
 - L'Eglise : dans certains pays, elle a incarné la sagesse et l'impartialité nécessaires pour calmer les tensions.
 - L'armée : la neutralité bienveillante ou la collaboration des militaires ont toujours été décisives dans la trajectoire des changements politiques en Afrique noire.
20. Le débat sur la démocratie qu'il faut à chaque société africaine est long et permanent. Le bilan des dix dernières années en la matière est maigre. Dans de nombreux pays, le futur n'est ni dans le passé ni dans le présent car le départ démocratique fut un fiasco social ; les dictateurs sont de retour et le multipartisme est pire que le monopartisme. Pourtant, le pluralisme politique n'est pas mauvais en soi, c'est la qualité des hommes qui est en cause. En d'autres termes, les démocrates manquent et les sociétés africaines ont la démocratie qu'elles méritent. Pourquoi la rue africaine revendique sans conviction ? Pourquoi la classe politique africaine refuse d'apprendre ? Que peut attendre l'Afrique de la démocratie de l'intimidation ? Pourquoi les Africains remettent vite en cause les

constitutions qu'ils ont eux-mêmes élaborées ? Que faut-il faire pour que les résultats d'une élection ne soient pas contestés ? Autant de questions qui prouvent à suffisance l'intérêt du sujet. « Les enjeux politiques sont tellement importants que les perdants dans une consultation électorale n'acceptent pas facilement la défaite. La crispation politique devient alors permanente et la crise s'installe au cœur du système politique ».

21. Nous ne pouvons pas conclure cette réflexion. Il y a pour les ingénieurs politiques africains du pain sur la planche. Nous ne devrions plus recopier les constitutions des sociétés évoluées et civilisées, car pour plusieurs années encore, le pluralisme politique africain sera de nature conflictuelle. Ce pluralisme est marqué par l'absence d'une véritable intégration des composantes sociales (ethnies, groupes régionaux, religieux, linguistiques, etc...). Si les sages et les aînés dignes étaient écoutés, ils diraient aux leaders politiques que la gestion démocratique est une exigence et un exercice de maturité. La démocratisation de l'Afrique a révélé des schémas incomplets et inadaptés. Dans certains pays, il faudra impérativement privilégier le consensus à la concurrence entre les groupes. Nous pensons aussi que les affamés ne respectent pas le verdict des urnes. Ils obéissent plutôt aux cris de l'estomac et aux manipulations de malins aventuriers.